

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 24/04/4.10**

**SEANCE DU 8 AVRIL 2024**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE HUIT AVRIL à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Thierry AKSOUL, (représenté par Christine DEL NERO)  
Hélène CAREN, (représentée par Michel THUILIER)  
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Dominique RIGHI)  
Ombeline LOMPRES, (représentée par Didier MARTINA-FIESCHI)

**Secrétaire de séance :** Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>		<b><u>BLANC(S) et NUL(S) :</u></b>

**OBJET : Personnel communal : création d'un emploi permanent de catégorie A**

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Madame Laetitia QUILICI expose qu'il est nécessaire de créer un emploi permanent en raison des missions suivantes :

Ainsi, compte tenu du départ d'un agent par voie de mutation, elle propose au conseil municipal de créer, à compter du 01/05/2024, un emploi permanent de responsable du service de la commande publique, de la catégorie hiérarchique A, à temps complet sur le grade d'attaché territorial.

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier des diplômes correspondants et d'une expérience professionnelle dans le domaine concerné.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le recrutement de l'agent contractuel pourra être prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-2 et 3-3 2°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 20/09/4.10 adoptée le 21/09/2020,

Considérant la nécessité de créer 1 emploi permanent sur commande publique compte tenu de la nécessité d'avoir un agent qualifié pour ce poste,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la création d'un emploi permanent sur le grade d'attaché territorial ou ingénieur territorial, relevant de la catégorie hiérarchique A pour effectuer les missions de responsable du service de la commande publique à temps complet.
2. AUTORISE le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pour une durée déterminée de 3 ans.
3. DIT que la dépense correspondante sera inscrite au budget.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire  
de séance**